



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marché n°2025-655

**Marché d'assistance à maîtrise d'œuvre dans la création de
tableaux de bord de données pédagogiques sur la plateforme
1001 parcours**

Sommaire

ARTICLE.1. Présentation et rôle de CCI France	4
ARTICLE.2. Présentation du projet 1001 parcours	4
ARTICLE.3. Objet du marché	5
ARTICLE.4. Procédure et forme du marché	5
4.1. Procédure utilisée	5
4.2. Forme du marché	5
ARTICLE.5. Documents contractuels	5
ARTICLE.6. Durée du marché et délais d'exécution	6
6.1. Durée du marché	6
6.2. Point de départ des prestations et durée d'exécution	6
6.3. Plan de charge	6
6.4. Réunion préparatoire de lancement	6
6.5. Prestations supplémentaires / similaires	6
ARTICLE.7. Modifications du marché	7
7.1. Cession de marché public	7
7.2. Clause de réexamen	7
ARTICLE.8. Contenu des prestations	8
ARTICLE.9. Modalités d'exécution des prestations	8
9.1. Mode de passation des commandes	8
9.2. Délais	9
9.3. Arrêt de l'exécution des prestations d'une commande	9
ARTICLE.10. Modalités de suivi des prestations	9
10.1. Correspondants CCI France	9
10.2. Correspondants du Titulaire	9
10.3. Comités	10
ARTICLE.11. Vérifications et admission des prestations	10
11.1. Vérification des livrables de type documentaires ou non logiciel	10
11.2. Vérification des livrables de type logiciel	10
11.3. Garanties	11
ARTICLE.12. Compétences et moyens du Titulaire	11
12.1. Compétences	11
12.2. Absence prolongée, départ du personnel et remplacement	11
12.3. Statut du personnel du Titulaire	11
12.4. Sous-traitance	12
ARTICLE.13. Prix et modalités de révision	12
13.1. Contenu des prix	12
13.2. Forme des prix et variation	12
13.3. Révision des prix	12

ARTICLE.14. modalités de règlement.....	13
14.1. Modalités de facturation.....	13
14.2. Facturation et avancement de l'exécution du marché	13
14.3. Acceptation du montant de la facture	14
14.4. Modalités de paiement en cas de groupement	14
13.4 Modalités de paiement direct du sous-traitant	14
14.5. Factures dématérialisées.....	14
14.6. Délais de règlement	14
14.7. Intérêts moratoires.....	14
14.8. Avances	15
14.9. Cession ou nantissement de créances	15
ARTICLE.15. Pénalités	15
15.1. Pénalités pour retard	15
15.2. Pénalités en lien avec les SLA	15
15.3. Pénalités en cas de non-conformité de l'équipe dédiée	16
15.4. Pénalités en cas de non-formation des équipes de CCI France.....	16
15.5. Pénalités pour non-acquittement des formalités mentionnées au code du travail	16
15.6. Cumul des pénalités	16
ARTICLE.16. Propriété intellectuelle	16
16.1. Définition.....	16
16.2. Etendue des droits cédés.....	17
16.3. Confidentialité de la documentation et des codes sources	18
16.4. Garantie vis-à-vis des tiers	18
ARTICLE.17. Obligations du Titulaire	18
17.1. Conseil et information.....	18
17.2. Confidentialité et protection des données personnelles	19
17.2.1. <i>Obligation de confidentialité.....</i>	<i>19</i>
17.2.2. <i>Traitement des données à caractère personnel</i>	<i>19</i>
ARTICLE.18. Régularité de la situation fiscale et sociale du Titulaire	19
ARTICLE.19. Assurances	20
ARTICLE.20. Différends entre les parties.....	20
ARTICLE.21. Attribution de compétence.....	20
ARTICLE.22. Dérogations au CCAG.....	20

ARTICLE.1. PRESENTATION ET ROLE DE CCI FRANCE

CCI France est l'établissement national fédérateur, animateur et coordinateur des Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI). Cet établissement public à caractère administratif de l'État a été créé par le décret n°64- 1200 du 4 décembre 1964.

CCI France a notamment pour objet de représenter les Chambres de Commerce et d'Industrie Territoriales (CCIT), ainsi que les Chambres de Commerce et d'Industrie Régionales (CCIR) afin de représenter et défendre les intérêts du commerce, de l'industrie et des services auprès des pouvoirs publics français et européens, des instances internationales ainsi qu'auprès des grands partenaires publics et privés.

CCI France participe aux travaux et est associée aux délibérations de nombreux organismes nationaux de concertation à vocation économique et sociale et joue pleinement un rôle de corps intermédiaire à vocation économique pour promouvoir le développement des entreprises et des territoires.

CCI France coordonne les actions d'envergure nationale d'évolution et d'adaptation du réseau des CCIR et des CCI.

Porte-parole des Chambres de Commerce et d'Industrie territoriales, métropolitaines et des DROM, et des 13 Chambres régionales, CCI France remplit une double mission :

- Appuyer et conseiller les CCI dans leurs activités, CCI France assure la synthèse de leurs propositions pour le développement de l'industrie, du commerce et des services.
- Représenter et défendre les intérêts de plus de 2 millions d'entreprises ressortissantes auprès des pouvoirs publics français et européens, des instances internationales et des grands partenaires publics et privés.

Parallèlement à l'appui des entreprises, CCI France anime le sujet de la formation professionnelle représentant 40 % de l'activité des CCI avec leurs organismes de formation.

ARTICLE.2. PRESENTATION DU PROJET 1001 PARCOURS

Le projet 1001 Parcours porté et piloté par CCI France a été construit pour répondre aux besoins de transformation pédagogique des organismes de formation du réseau des CCI sur l'ensemble du territoire, y compris les DROM. 1001 Parcours s'appuie sur l'hétérogénéité et les atouts du réseau des CCI, tout en respectant les choix techniques déjà opérés par une partie des organismes de formation. 1001 Parcours vise à se mettre au service des utilisateurs et permet de :

- Mettre en mouvement les différents acteurs en mutualisant les ressources actuelles et futures ;
- Animer le réseau d'acteurs porteur de projets innovants ;
- Développer des services répondant aux attentes de tous les utilisateurs ;
- Pérenniser les actions sur le long terme.

Le projet est porté par la Direction des opérations au sein de CCI France.

La mission s'inscrit dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt Compétences et Métiers d'Avenir – France 2030 remporté par CCI France auprès de la Caisse des Dépôt et Consignation en 2022.

ARTICLE.3. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet des prestations d'assistance à maîtrise d'œuvre sur :

- La construction et l'intégration du moteur de suggestion
- Le développement des analyses de données et de la Learning record API
- La participation aux réunions de coordination technique
- Le maintien en condition opérationnelle la plateforme sur une période de 12 mois
- La mise en place de la réversibilité sur l'ensemble des éléments produits dans le cadre du projet au terme de la période de MCO
- La passation et la formation interne de CCI France avant la fin du marché afin que CCI France puisse être autonome dans le maintien et le suivi des tableaux et autres éléments livrés faisant l'objet du présent marché

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

ARTICLE.4. PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ

4.1. Procédure utilisée

La procédure utilisée pour la passation du marché est un appel d'offre ouvert en application des articles L2124-2 ; R2124-2 et R21612-1 à 5 du Code de la commande publique.

4.2. Forme du marché

L'accord-cadre est mono-attributaire, à bons de commandes en application des article R2121-6 et 8 du code de la commande publique, avec un montant maximum de 120 000 € HT. Il est conclu à prix forfaitaire et unitaire.

Il est composé de prestations récurrentes et de prestations ponctuelles définies dans des unités d'œuvre qui feront l'objet de bons de commande, émis au fur et à mesure des besoins, conformément aux dispositions de des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

ARTICLE.5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) du marché et son annexe relative à la protection des données à caractère personnel ;
- L'annexe financière ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication ci-après désigné CCAG-TIC (arrêté du 30 mars 2021) ;
- Les bons de commande afférents au marché ;
- L'offre technique du Titulaire.

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance des pièces contractuelles et accepter toutes les clauses qu'elles comportent.

En cas d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation des pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre de leur énumération.

Les documents originaux du marché sont conservés par CCI France.

Il est à noter qu'en cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres et une quelconque des clauses du marché, le contenu de la clause prévaut sur le titre de l'article.

ARTICLE.6. DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION

6.1. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois, non reconductible.

Les bons de commande pourront être transmis au Titulaire pendant toute la durée du marché.

6.2. Point de départ des prestations et durée d'exécution

La date de début d'exécution est la date de notification du marché.

L'émission des bons de commandes ne peut se faire que pendant la durée de validité du marché. Néanmoins leur exécution peut courir au-delà du terme du marché pour un délai de 3 mois maximum. La durée d'exécution sera fixée dans les bons de commande par le pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande préciseront la nature des prestations exécutées, sur la base des unités d'oeuvre définies dans l'accord-cadre et ils en détermineront la quantité. L'exécution des prestations, objet des bons de commande, démarra à la date fixée dans les bons de commande par CCI France.

6.3. Plan de charge

Dès la notification du marché un plan de charge des prestations sera établi entre le titulaire et CCI France.

Une fois la validation du document effective (par mail) et de ses évolutions au cours de l'exécution du marché, ce document sera considéré comme une pièce contractuelle.

Toutes modifications du document devra ensuite faire l'objet d'un accord écrit (mail) des deux parties.

6.4. Réunion préparatoire de lancement

Dès notification du marché au titulaire, une réunion préparatoire sera organisée avec CCI France au cours de laquelle seront définis l'ensemble des prérequis nécessaires à la mise en place du marché ainsi que le plan de charge mis en œuvre et la présentation des intervenants.

6.5. Prestations supplémentaires / similaires

En cours d'exécution du marché, CCI France se réserve la possibilité de faire réaliser des prestations supplémentaires par le Titulaire du présent marché.

Cette possibilité devra respecter des conditions énoncées aux articles R2194-2 à R2194-4 du Code de la Commande Publique.

CCI France se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au Titulaire du présent marché conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE.7. MODIFICATIONS DU MARCHÉ

7.1. Cession de marché public

La cession du marché par le Titulaire ne peut intervenir que dans les conditions des articles R2194-6 et suivants du code de la commande publique, étant précisé qu'elle est conditionnée à la conclusion d'un avenant librement conclu à cet effet par CCI France, avec le titulaire et le cessionnaire, notamment au regard des considérations suivantes :

- la cession n'emporte aucune autre modification substantielle que le changement de titulaire ;
- le cessionnaire satisfait aux conditions qui ont été fixées pour l'attribution de l'accord-cadre ;
- la cession n'a pas pour objet de soustraire l'accord-cadre aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

En tout état de cause, la cession ne peut qu'être globale, en ce qu'elle concerne l'accord-cadre. Le cessionnaire doit présenter des garanties techniques, professionnelles et financières au moins équivalentes à celles du Titulaire.

7.2. Clause de réexamen

Le présent marché pourra, le cas échéant, faire l'objet d'une modification en cours d'exécution dans le respect des conditions fixées aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique.

Plus particulièrement, le présent marché pourra faire l'objet d'une modification, sur le fondement de l'article R2194-1 du code précité.

Au titre de l'article R2194-1 précité, des modifications à l'accord-cadre sont susceptibles d'être apportées par voie d'avenant dans les hypothèses suivantes :

- possibilité d'introduire dans l'accord-cadre, des prestations complémentaires à celles prévues initialement et ce dans le cadre des solutions définies dans le présent CCAP ;
- substitution des solutions initiales par d'autres solutions plus performantes sans supplément de prix :
 - après justification du titulaire de l'innovation des nouvelles fonctionnalités proposées,
 - après approbation par CCI France de ces justifications ;
- modification législative et/ou réglementaire impliquant l'obligation de réaliser des prestations complémentaires non prévues dans le présent accord-cadre ;
- possibilité de réexaminer les conditions financières, notamment dans les cas suivants :
 - en cas de réévaluation / réajustement du volume des prestations récurrentes fixé dans les unités d'œuvre du bordereau de prix, devenue nécessaire en fonction des éléments de suivi présentés lors des comités de suivi, cette réévaluation ayant lieu tous les 6 mois ;
 - en cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale de l'accord-cadre ou à son équilibre financier ;

- en cas d'événements extérieurs aux parties perturbant durablement ou sensiblement la réalisation des prestations.

Conformément aux dispositions de l'article L2194-1 du code de la commande publique, les modifications et/ou ajouts ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant qui précisera notamment les nouvelles prestations et modalités financières du présent accord-cadre.

Quelle que soit la modification, le Titulaire et CCI France se rencontrent afin de déterminer l'impact de ces changements sur l'exécution du marché et ses conditions financières.

ARTICLE.8. CONTENU DES PRESTATIONS

Les prestations attendues sont les suivantes :

- Construction et intégration du moteur de suggestions
- Développement des analyses de données et de la Learning Record API
- Participation aux réunions de coordination technique
- Maintien en condition opérationnelle (MCO) des développement objet du présent marché sur une période de 12 mois,
- Réversibilité sur l'ensemble des éléments produits dans le cadre du projet au terme de la période de MCO
- Transfert de compétences et documentation à destination des équipes de CCI France

Le contenu des prestations attendues est défini dans le Cahier des Clauses Techniques particulières (CCTP). Les prestations attendues sont des unités d'œuvre réalisées conformément au bon de commande émis à la survenance du besoin.

ARTICLE.9. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1. Mode de passation des commandes

Les demandes de prestations font l'objet de bons de commande. Ces bons de commandes, datés et numérotés, sont établis par CCI France au fur et à mesure de ses besoins. Chaque bon de commande est signé par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant ou toute autre personne qu'il a déléguée.

Adressé au Titulaire, le bon de commande mentionne :

- la référence de l'accord-cadre ;
- la référence du bon de commande ;
- l'objet détaillé de la prestation ;
- les résultats et livrables attendus ;
- les délais de réalisation des prestations ;
- le prix total HT, le montant de la TVA et le prix TTC de la commande ;
- la date de la commande.

Le bon de commande peut être modifié par le Pouvoir Adjudicateur en cours de réalisation de la prestation en cas d'erreur matérielle. Dans cette hypothèse, la prestation est suspendue. CCI France adresse un bon de commande rectificatif au titulaire qui doit formellement notifier son acceptation de la modification.

9.2. Délais

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par mail qui fait foi de la date et de l'heure de la demande. Chaque bon de commande doit être notifié avant tout commencement d'exécution des prestations.

Le titulaire ne peut refuser d'exécuter la prestation, sauf cas de force majeure. Il est précisé que le manque de personnel disponible ne peut en aucun cas constituer un motif valable de refus d'exécution du bon de commande.

En cas de dépassement des délais maximum indiqués dans le bon de commande pour l'exécution de la prestation et la livraison des résultats attendus, il est fait application de l'article « Pénalité » du présent CCAP.

9.3. Arrêt de l'exécution des prestations d'une commande

Pour chaque commande, l'arrêt de l'exécution d'une partie ou de la totalité des prestations peut être décidé par CCI France et notifié au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception sans que cette décision nécessite de justification.

En cas d'arrêt en cours d'exécution, les parties déterminent conjointement, en fonction du taux d'avancement de la prestation, le montant dû par CCI France au titulaire.

L'arrêt des prestations pouvant avoir des conséquences sur l'emploi du personnel du Titulaire, il doit être prévu un préavis de 8 jours minimum pour notifier l'arrêt de la prestation. Cette décision ne donne lieu à aucune indemnité supplémentaire.

L'application de cet article n'entraîne pas la résiliation de l'accord-cadre.

ARTICLE.10. MODALITES DE SUIVI DES PRESTATIONS

10.1. Correspondants CCI France

CCI France désigne un correspondant principal. Ce correspondant est chargé pour le compte de CCI France de diriger et de contrôler l'exécution des prestations et des réceptions. Il est l'interlocuteur direct et privilégié vis-à-vis du Titulaire du présent accord-cadre.

10.2. Correspondants du Titulaire

Le Titulaire désigne un responsable de marché qui participe au comité de pilotage du marché et qui est l'interlocuteur privilégié de CCI France pour tout problème relatif à l'exécution du marché.

Le chef de projet est le garant vis-à-vis de CCI France de la qualité des prestations fournies. Ceci doit concrètement se traduire par le respect des niveaux d'engagement de service.

L'équipe est placée sous la responsabilité du chef de projet désigné qui est le seul interlocuteur auprès de CCI France pour l'ensemble des questions à traiter en cours de réalisation du marché.

Chaque membre de l'équipe doit être formé et compétent aux méthodes et aux outils utilisés ainsi qu'au contexte fonctionnel et organisationnel du marché.

10.3. Comités

Indépendamment des instances que le titulaire met en place en interne pour la maîtrise de ses activités, CCI France met en place une instance de pilotage mensuelle pour la maîtrise de l'accord-cadre.

Le titulaire devra aussi assister au comité technique, animé par le coordinateur technique.

ARTICLE.11. VERIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS

11.1. Vérification des livrables de type documentaires ou non logiciel

Après présentation et remise par le titulaire d'un livrable de type documentaire, le représentant du Pouvoir adjudicateur dispose d'un délai fixé par défaut à 15 jours ouvrés pour :

- 1/ Accepter le document remis par le Titulaire. Cette décision est formalisée par mail adressé au titulaire par le chef de projet de CCI France.
- 2/ Prendre une décision d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet. Le Titulaire dispose alors par défaut d'un délai de 5 jours ouvrés pour :

- parfaire son travail ou présenter ses observations, en cas d'ajournement,
- présenter ses observations en cas de réfaction ou de rejet des prestations.

En cas de présentation d'un nouveau document ou d'observations formulées par le Titulaire dans ce même délai, CCI France dispose par défaut d'un délai de 10 jours ouvrés pour notifier sa décision.

Les modifications ou compléments apportés par le Titulaire à la suite de la demande du Pouvoir adjudicateur ne font l'objet d'aucune facturation.

Les délais par défaut de 5, 10 ou 15 jours ouvrés peuvent être adaptés en fonction de la complexité des livrables et du planning du projet.

Les livrables non logiciel doivent comprendre obligatoirement les éléments décrits dans le CCTP

11.2. Vérification des livrables de type logiciel

Par dérogation aux dispositions du Chapitre 5 du CCAG TIC les décisions de CCI France sont expresses : le titulaire ne pourra pas se prévaloir de l'écoulement du temps pour l'obtention d'une décision tacite.

Les prestations feront l'objet d'une vérification d'aptitude (VA) et de service dans les conditions suivantes :

- Mise en Ordre de Marche (MOM) : cette étape est matérialisée par la livraison par le titulaire d'un premier outil et par la confirmation écrite de la réalisation de la prestation par le titulaire.

Par dérogation à l'article 23 du CCAG TIC, la mise en ordre de marche est effectuée à la date prévue au bon de commande correspondant.

- En application de l'article 26.2.1 du CCAG TIC, la Vérification d'Aptitude au Bon Fonctionnement (VABF) se traduit par la recette effectuée par le Pouvoir Adjudicateur avant publication et est

clôturée par l'envoi par mail du chef de projet de CCI France, de l'acceptation de la VABF :

- au titre de l'article 24.1 du CCAG TIC, il est précisé que le point de départ de la VABF est la date de la MOM ;
- la durée de VABF est inférieure à 6 semaines ;
- la VABF est validée si le mail stipule le statut « Accepté ou « accepté avec réserves ». La nouvelle version est alors publiée.

Par dérogation à l'article 27.2.1 du CCAG-TIC, le délai imparti au Pouvoir Adjudicateur pour procéder aux vérifications et notifier sa décision sera compris entre 1 à 6 semaines pour la VABF en considérant la MOM comme point de départ du délai de vérification.

11.3. Garanties

Il est fait application de l'article 30 du CCAG-TIC. Cet article est complété des dispositions relatives à la qualité des prestations mentionnées dans le CCTP. Les prestations sont garanties pendant toute la durée d'exécution du marché. Il appartient au titulaire de prendre à sa charge tout correction d'anomalies constatées. Ces précisions dérogent à l'article 30 du CCAG-TIC.

ARTICLE.12. COMPETENCES ET MOYENS DU TITULAIRE

12.1. Compétences

Le titulaire affecte à la réalisation des prestations des profils spécialisés dans les domaines concernés. Le titulaire s'engage à maintenir les profils adéquats sur toute la durée d'une mission afin de garantir la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délai et de conformité des prestations qu'il assure dans le cadre du présent marché.

12.2. Absence prolongée, départ du personnel et remplacement

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, en cas d'absence ou de départ du personnel affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire doit impérativement, dans un délai de 5 jours ouvrés, en aviser le pouvoir adjudicateur par mail avec accusé de réception et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, le Titulaire doit proposer un remplaçant de niveau et de compétence équivalents dans les 5 jours ouvrés suivant la réception de l'avis susmentionné. Ce remplaçant sera expressément agréé par le pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de récuser le remplaçant proposé dans les conditions indiquées ci-après.

Le Titulaire dispose alors de 2 jours ouvrés pour proposer un nouvel intervenant.

En cas de nouveau rejet du pouvoir adjudicateur, le marché pourra être résilié de plein droit, sans préavis, et sans indemnités aux torts du Titulaire.

12.3. Statut du personnel du Titulaire

Les personnels du Titulaire demeurent les salariés de ce dernier (léislation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, ...).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée des prestations relève de la compétence du Titulaire.

Le personnel du Titulaire est soumis aux mêmes conditions d'accès aux locaux que le personnel du pouvoir adjudicateur.

12.4. Sous-traitance

En application de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et conformément aux règles prévues au code des marchés publics, le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des clauses du marché. Dans tous les cas, il demeure entièrement responsable vis à vis du pouvoir adjudicateur des prestations sous-traitées.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire.

ARTICLE.13. PRIX ET MODALITES DE REVISION

13.1. Contenu des prix

Les prix indiqués dans l'annexe financière sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Ils sont réputés être tout type de dépenses confondues, (notamment, les frais administratifs, les frais de repas y compris des frais de déplacement et de séjour, liés à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre).

Aucune note de frais de la part du titulaire ne sera recevable pour CCI France.

13.2. Forme des prix et variation

Les prix du marché sont forfaitaires et unitaires.

Les prix comprennent les dépenses de toute nature, inhérentes à l'exécution des prestations, et notamment :

- les frais généraux, impôts et taxes, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée ;
- les fournitures – quelle qu'en soit la nature – nécessaires à la réalisation des prestations ;
- les frais de rédaction, d'impression et de reproduction des livrables listés dans le CCP et de tout
- autre support issu de l'exécution des prestations ;
- en cas de sous-traitance, les frais de coordination et de contrôle du Titulaire ;
- toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et
- les marges bénéficiaires.

Le Titulaire n'est fondé à réclamer aucun supplément de prix du fait d'une erreur d'évaluation de sa part sur la charge de travail ou les moyens de nature nécessaires à l'exécution des prestations.

La taxe sur la valeur ajoutée est facturée au taux en vigueur à la date de notification du marché. En cas de modification de la législation fiscale en cours de marché, il sera fait application du taux en vigueur à la date du fait générateur, sans qu'il soit besoin de constater la modification par voie d'avenant.

L'ensemble des frais du Titulaire est inclus dans les prix indiqués en annexe de l'acte d'engagement.

13.3. Révision des prix

Le présent marché ayant une durée de 12 mois, il n'y aura pas de révision de prix.

14.1. Modalités de facturation

Chacun des bons de commande fera l'objet d'un paiement.

Le paiement ne pourra intervenir qu'après exécution complète de la prestation indiquée sur le bon de commande et acceptation par CCI France.

L'ensemble de ces prestations fait l'objet d'un règlement unique définitif, sur présentation d'une demande de paiement et après validation et réception des prestations.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande, le cas échéant ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Afin de régler au plus vite la facture, il est important d'indiquer ces mentions à la demande de paiement.

CCI France se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué à l'Acte d'Engagement, ou à tout autre compte communiqué par courrier par le Titulaire.

La monnaie de comptes du marché est l'euro.

Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

14.2. Facturation et avancement de l'exécution du marché

Conformément aux étapes exposées ci-dessus, la facturation du marché se déroulera comme suit :

- Livraison des spécifications techniques et fonctionnelles attendues sur le moteur de suggestions et autres Dashboard et MOM : 10 % du montant du marché
- VABF acceptée sans réserve : 60 % du montant du marché
- Transmission des compétences matérialisé par les livrables correspondant ainsi que sur la maintenance : 30 %

14.3. Acceptation du montant de la facture

CCI France vérifie le montant indiqué sur la facture. Elle le complète éventuellement en calculant les avances à rembourser, les pénalités et les réfections imposées. Le montant de la somme à régler au Titulaire est arrêté par CCI France. Il est notifié au Titulaire si la demande de paiement a été modifiée ou si elle a été complétée comme indiqué ci-dessus. Passé un délai de trente jours à compter de cette notification, le Titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

14.4. Modalités de paiement en cas de groupement

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

13.4 Modalités de paiement direct du sous-traitant

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par CCI France, est payé directement selon les modalités précisées ci-dessous pour la partie du marché dont il assure l'exécution. Le sous-traitant adresse au Titulaire sa facture libellée au nom du Titulaire qui la vise et l'envoie à CCI France à l'adresse de facturation indiquée. La somme à régler au sous-traitant tient compte d'une éventuelle révision des prix et inclut la T.V.A. au taux applicable au contrat de sous-traitance, tel qu'il a été mentionné dans la déclaration de sous-traitance.

14.5. Factures dématérialisées

Conformément à l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, CCI France les factures sont électroniques et à déposer ou à saisir sur le portail Chorus Pro accessible via l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Pour tout renseignement, le Titulaire peut consulter le site internet de la communauté Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr> ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail Chorus Pro.

14.6. Délais de règlement

Le pouvoir adjudicateur règle les sommes dues au titre du marché dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture (demande de paiement).

14.7. Intérêts moratoires

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par le pouvoir adjudicateur en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement au profit du Titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

14.8. Avances

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement du marché, le versement d'une avance prévue dans les cas et les modalités stipulées ci-après, sera effectuée si le montant forfaitaire du marché ou du bon de commande y afférent est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cet avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique.

14.9. Cession ou nantissement de créances

Le pouvoir adjudicateur remet au Titulaire à sa demande :

- soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au Titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché,
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

La demande sera à adresser à :

CCI France
Secrétariat général – Pôle budget et comptabilité
8-10 rue Pierre Brossolette
92300 Levallois Perret

ARTICLE.15. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG TIC, les pénalités sont encourues par le simple fait de la constatation par CCI France et font l'objet d'une retenue par précompte sur les sommes dues au titulaire. Seules les pénalités encourues pour non-acquittement des formalités mentionnées au code du travail feront l'objet d'une mise en demeure préalable.

Les pénalités n'ont pas de caractère indemnitaire des préjudices de tous ordres subis par CCI France, ni libératoire des obligations du titulaire.

Les pénalités de retard sont constatées au regard des pièces du marché s et/ou du planning établi en accord avec les deux parties ainsi que du respect des niveaux de services (SLA) décrits au CCTP.

Les montants servant d'assiette au calcul des pénalités sont exprimés en HT.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

15.1. Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG TIC, en cas de retard constaté dans le(s) délai(s) d'exécution prévu(s) dans le marché (planning fourni dans l'offre), le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 500 € net par jour ouvré de retard, chaque jour entamé étant considéré comme entier.

15.2. Pénalités en lien avec les SLA

En cas de non-respect des éléments du CCTP relatifs aux SLA, une pénalité forfaitaire de 250 € sera appliquée dès la constatation de la non-conformité, confirmée par un échange de mail. Si la correction n'est pas effectuée dans un délai de 48 heures à compter de la notification, une pénalité additionnelle de 100 € par jour de retard sera appliquée, et ce, jusqu'à la résolution complète du problème.

15.3. Pénalités en cas de non-conformité de l'équipe dédiée

Conformément au présent document, le Titulaire du marché s'engage à mettre en activité l'équipe telle que décrite et retenue par CCI France.

En cas de défaut d'un des membres de l'équipe, le Titulaire du marché encourt une pénalité de 300 € par jour de non-conformité (en rapport avec les informations du bon de commande) pour un profil junior, 400 € pour un profil intermédiaire et 500 € pour un profil senior.

15.4. Pénalités en cas de non-formation des équipes de CCI France

Conformément au CCTP, le titulaire s'engage à transmettre ses connaissances et à former les équipes de CCI France avant la fin du présent marché sur la maintenance évolutive et corrective des livrables objet du marché.

En cas de défaut d'exécution de cette prestation, et donc de la non-application du planning contractuel :

- Absence de formation ou retard sur le planning de plus de 5 jours
- Absence de support de formation ou retard dans la transmission des livrables de plus de 5 jours

Une pénalité forfaitaire de 1 000 € sera appliquée dès le premier jour d'absence ou de retard, puis 500 € par jour de retard jusqu'à la complète réalisation de cette dernière prestation, livrables inclus.

15.5. Pénalités pour non-acquittement des formalités mentionnées au code du travail

En application de l'article L.8222-6 du code du travail, une pénalité égale à 5% du montant global exécuté du marché conclu avec CCI France peut être infligée au Titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs au travail dissimulé par dissimulation d'activité et d'emploi salarié.

En tout état de cause, le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

15.6. Cumul des pénalités

Les pénalités ci avant définies sont cumulables. Elles sont plafonnées à 40% maximum du montant du marché.

Au-delà, CCI France peut résilier celui-ci par lettre recommandée avec accusé de réception ou recommandé électronique, en respectant un préavis de 2 mois.

ARTICLE.16. PROPRIETE INTELLECTUELLE

16.1. Définition

Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché pour les besoins propres du Pouvoir adjudicateur ou ceux des tiers désignés par le marché et notamment les études, inventions, dessins, maquettes, logiciels, les codes sources, les documents écrits ou graphiques sur support matériels ou électroniques, ainsi que les prestations de direction, d'examen, de vérification et de gestion utiles à la réalisation et à l'exploitation, par d'autres opérateurs économiques, des ouvrages ou équipements visés par le marché.

Les « Tiers désignés dans l'accord-cadre » sont les CCI de France et leurs entités affiliés.

Les « connaissances antérieures » et le « savoir-faire » de CCI France sont l'ensemble des éléments décrits dans le présent dossier de consultation ainsi que l'ensemble des éléments transmis par les Pouvoir Adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre, à quelque titre que ce soit, y compris l'ensemble des éléments constituant les applications mobiles. Les « connaissances antérieures » et le « savoir-faire » du Titulaire sont expressément identifiés comme tels dans l'offre du titulaire.

16.2. Etendue des droits cédés

Il est fait application de l'article 46.2 du CCAG-TIC : le Titulaire du marché cède à CCI France pour toute la durée de protection de la propriété intellectuelle et sur le tout le territoire: à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats (bases de données, études, codes sources, documentation technique...) permettant à CCI France de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales, étant entendu que, s'agissant, en particulier, des résultats protégés par des droits de propriété intellectuelle :

- Que les droits cédés comprennent l'ensemble des droits patrimoniaux mentionnés aux articles L122-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle, tels que précisé par l'article L122-6 du même Code, et notamment, le droit d'effectuer ou d'autoriser :
 - La reproduction des résultats, qui comporte notamment, le droit de reproduire les résultats, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tout support et, en particulier le chargement, l'affichage, l'exécution, la transmission ou le stockage des logiciels ;
 - La représentation des résultats, qui comporte notamment, le droit de distribution à des tiers pour être réutilisés, de diffusion, et d'édition, de quelque façon que ce soit, sur quelque support, réseau que ce soit ;
 - La communication au public et la mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés ;
 - L'adaptation, la traduction, en toute langue ou langage des résultats tous moyens, modes et procédés ;
 - Le droit de corriger de faire évaluer, de réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de maintenir, modifier, assembler, transcrire, les résultats par tous moyens, modes et procédés ;
 - Le droit de mettre sur le marché à titre onéreux ou gratuit, y compris la location, des applications mobiles par tous moyens, modes et procédés ;
 - Le droit de modification et de compilation (logiciel), d'exploitation, de représentation, de cession, de la façon la plus large, pour tous les pays ou pour tous supports et pour toute la durée légale de la propriété intellectuelle.
- Que la cession est consentie pour les finalités et modes d'exploitation suivants :
 - Usage et exploitation des résultats, par CCI France ainsi que tout tiers désigné par CCI France ;
 - Distribution à des tiers à titre gratuit ou onéreux, notamment par une cession, licence ou tout type de contrat, sous toute forme de toute ou partie des droits cédés.

Le titulaire s'interdit de publier des résultats obtenus dans le cadre du présent accord-cadre ou toute information en relation avec ces résultats, sans l'accord exprès et préalable de CCI France.

Le Titulaire s'interdit tout usage sous quelque forme que ce soit, de tout ou partie des éléments cédés sans l'accord du Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire s'engage à ne pas communiquer sur les systèmes d'information de CCI France et sur lesquels ils sont amenés à travailler, sauf autorisation expresse de CCI France.

Enfin la protection du savoir-faire ne peut être opposée à la cession des droits de propriété intellectuelle.

16.3. Confidentialité de la documentation et des codes sources

La confidentialité de la documentation, y compris celle des documents de formation, des codes sources n'est pas opposable à CCI France et à tout tiers désigné par lui, notamment dans le cadre d'opérations de maintenance, corrective, applicative et évolutive, d'infogérance ou d'audit de codes, décidées postérieurement ou, le cas échéant, pendant la durée du présent marché.

16.4. Garantie vis-à-vis des tiers

Le Titulaire du marché garantit au Pouvoir Adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature relatifs aux résultats qui sont cédés ou concédés si et seulement si les résultats sont indissociables des connaissances antérieures aux termes du marché.

Le Titulaire du marché garantit :

- qu'il est Titulaire des droits objet de la cession ;
- qu'il est Titulaire ou détient les droits concédés sur les connaissances antérieures ;
- qu'il n'a concédé sur les droits objet de la cession aucune licence, nantissement, gage ni aucun autre droit au profit d'un tiers ;
- qu'il n'existe aucun litige, en cours ou imminent, et qu'il n'a été informé d'aucun litige susceptible d'être intenté concernant les droits objet de la cession ;
- qu'il indemnise le Pouvoir Adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel d'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du Titulaire du marché conforme aux dispositions des articles 36 et B. 38 aurait porté atteinte. Si le Pouvoir Adjudicateur est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de sa part du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du Titulaire du marché conforme aux dispositions des articles 36 et B. 38, il en informe sans délai le Titulaire du marché qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;
- dans ces hypothèses, qu'il apporte au Pouvoir Adjudicateur toute l'assistance nécessaire à ses frais ;
- qu'il s'engage à son choix, (i) à modifier ou remplacer les éléments objets du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, (ii) à faire en sorte que le Pouvoir Adjudicateur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser au Pouvoir Adjudicateur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le Titulaire du marché prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le Pouvoir Adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du Titulaire du marché, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

ARTICLE.17. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

17.1. Conseil et information

Le Titulaire doit fournir au Pouvoir adjudicateur, l'ensemble des conseils, des mises en garde et des recommandations nécessaires à la bonne exécution du marché.

Si les conseils, les informations et les recommandations sont formulés oralement au Pouvoir adjudicateur, elles donnent obligatoirement lieu à la remise, dans les meilleurs délais, d'un document écrit de confirmation. Dans l'hypothèse où le Titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

17.2. Confidentialité et protection des données personnelles

17.2.1. Obligation de confidentialité

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, données nominatives, illustrations, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du Titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur au Titulaire, au titre de l'article 1384 du Code Civil.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

17.2.2. Traitement des données à caractère personnel

Le Titulaire est sous-traitant de CCI France au sens du RGPD. Il s'engage ainsi à respecter le RGPD dans la gestion des données à caractère personnel traitées dans le cadre du marché pour le compte de CCI France. A ce titre, le titulaire devra prendre connaissance et compléter l'annexe RGPD jointe au présent marché.

ARTICLE.18. REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, CCI France se fait remettre dans les mêmes conditions les documents énumérés à l'article D.8222-7 du code du travail.

ARTICLE.19. ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG TIC, le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Les franchises d'assurances seront à la charge du Titulaire, du/des éventuels cotraitant(s) ou sous-traitant(s).

ARTICLE.20. DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Conformément à l'article R2197-1 du code de la commande publique et préalablement à toute action devant le tribunal compétent, il pourra être recouru à l'organe chargé des procédures de médiation du ressort du Pouvoir adjudicateur.

S'agissant de CCI France, l'organe chargé de la médiation est le suivant :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics

Préfecture de la région Île-de-France

Préfecture de Paris

5, rue Leblanc

75911 Paris cedex 15

Tél. : 01.82.52.42.67 ou 01.82.52.40.00

Fax : 01.82.52.42.95

Courriel : pref-ccira-versailles@paris-idf.gouv.fr

ARTICLE.21. ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

En cas de litige résultant de l'application du marché, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile du Pouvoir adjudicateur.

ARTICLE.22. DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Article du CCAP	Dérogations au CCAG-TIC
5	4.1
11	23, 27.2.1, 30
12	3.4.3
15	14